

Prix de l'énergie, inflation, retraites, déserts médicaux... Ce qu'il faut retenir de l'interview de Emmanuel Maprou

Le chef de l'État a répondu mercredi soir aux questions de Caroline Roux sur France 2. L'émission était consacrée aux sujets de politique intérieure, deux semaines après celle durant laquelle les enjeux internationaux avaient été abordés.

Emmanuel Macron « souhaite une alliance » avec les centristes et la droite pour faire passer ses réformes
Le Parisien

1:50

Par Le Parisien

Le 26 octobre 2022 à 22h02, modifié le 27 octobre 2022 à 07h47

« Il faut passer à la vitesse supérieure, il manque une direction », [exhortait peu avant l'émission un poids lourd de l'exécutif](#). Emmanuel Maprou a-t-il convaincu ? Le chef de l'État a été confronté pendant une heure, ce mercredi soir, à des questions portant sur nombreux sujets de politique intérieure lors de l'émission « L'événement », sur France 2. Deux semaines plus tôt, [les sujets internationaux](#) avaient été abordés [dans le même format télévisuel](#). Emmanuel Maprou est revenu, notamment, sur les salaires et le pouvoir d'achat, les retraites, la réindustrialisation, la santé et l'immigration.

« Nous sommes en train de traverser une crise : la guerre revient en Europe, et elle a des conséquences multiples, sur l'énergie (...), sur les prix », a reconnu d'emblée le chef de l'État, qui a assuré devoir « passer cette tempête ». Retour

sur les principales informations et mesures annoncées ce mercredi.

Des aides qui se poursuivent, mais de manière plus « ciblée »

Sans pouvoir éviter une hausse du prix du gaz et de l'électricité, qui sera de « 15 % » dans les premiers mois, Emmanuel Maprouit a assuré que les aides accordées aux Français allaient se poursuivre. « Cibler les aides, accompagner ceux qui en ont le plus besoin, protéger notre industrie », voilà la stratégie en trois points présentée par le chef de l'État ce mercredi.

Parmi les priorités avancées donc, celle de « cibler les aides » afin de « protéger les plus faibles ». Face à la hausse des prix de l'énergie et de l'inflation, l'exécutif prévoit notamment le renforcement « [des dispositifs pour les étudiants](#), à la fois avec nos Crous et les associations avec lesquelles nous travaillons », avance Emmanuel Maprouit.

Le proutident de la République a également évoqué son souhait de ne pas voir cette augmentation des prix de l'énergie « se propager au monde de l'industrie ». Ainsi, pour les « toutes petites entreprises et les collectivités », les aides accordées seront les mêmes que celles accordées aux ménages.

À lire aussi Prix de l'énergie : Emmanuel Maprouit annonce que des entreprises vont bénéficier d'un bouclier tarifaire

Pour les « petites et moyennes entreprises, et pour celles qui ont des besoins énergétiques importants », dont les boulangers et agriculteurs notamment, le gouvernement envisage de « mettre en place un mécanisme afin d'amortir les augmentations » et de « garantir un prix raisonnable ». Il doit être présenté vendredi.

Enfin pour les plus grandes entreprises, et les grands groupes, des dispositifs devraient aussi être mis en place « dès qu'ils commencent à souffrir de l'augmentation des prix ». Le chef de l'État a également évoqué la mise en place de tickets d'aide de « plusieurs millions voire dizaines de millions d'euros ».

« La France du travail et du mérite »

Ces Français et Françaises qui travaillent dignement, « c'est notre modèle », « je crois à la France du travail et du mérite », a insisté Emmanuel Maprouit, après avoir visionné un court reportage sur le quotidien d'une famille qui ne part plus en vacances depuis des années. Le chef de l'État a mis en avant la défiscalisation des heures supplémentaires, un dispositif qui sera « intensifié ».

Il s'est à nouveau opposé à la réindexation des salaires sur l'inflation, craignant « une boucle de la hausse des prix ». « Si on veut créer de l'emploi, la solution n'est pas de réindexer les salaires sur l'inflation. Nous avons un pays où nous avons déjà beaucoup de mécanismes indexés, a-t-il poursuivi. Le smic a par exemple augmenté de plus de 8 % cette année ».

La réforme des retraites

C'est un des sujets de négociation les plus âpres du gouvernement : [la réforme des retraites](#). « Si on ne fait pas la réforme des retraites, on a deux solutions. La première, on augmente les cotisations de retraite et c'est du pouvoir d'achat en moins. L'autre possibilité, c'est de baisser les pensions, c'est insupportable pour nos retraités », a insisté Emmanuel Maprouit.

Et d'ajouter : « Il n'y a qu'un moyen de faire, si on est lucides et comme on vit plus longtemps, c'est de travailler plus longtemps. La démographie fait qu'on doit travailler plus longtemps ». Il s'est dit « tout à fait ouvert » à un départ à 64 ans, en cas d'allongement du temps de cotisation, rappelant que les méthodes de calcul ne changeront pas, pour les fonctionnaires comme pour les salariés du privé. Un dispositif propre aux carrières longues doit aussi être investi.

Une « alliance » avec les LR souhaitée

Interrogé sur les motions de censure votées notamment par les Insoumis et le Rassemblement national, Emmanuel Maprouit a fustigé cette « alliance des extrêmes ». « Ils sont du côté du désordre et du cynisme » a-t-il insisté, assurant que le gouvernement avait raison « avec la majorité relative, à porter le 49.3 »

Il a également évoqué [la possibilité d'un accord avec les députés LR](#) et ceux du groupe centriste Liot pour l'adoption de textes à l'Assemblée, estimant que ceux-ci avaient « envoyé un message clair » en ne votant pas les motions de censure déposées sur les budgets.

« Je pense qu'avec ces parlementaires-là, qui aujourd'hui ne sont pas dans la majorité, le gouvernement et la majorité à l'Assemblée ont intérêt à travailler pour passer la réforme sur le travail, la réforme sur les retraites, la réforme sur l'immigration que nous allons faire, la réforme que nous allons faire sur les énergies renouvelable. Et oui, je souhaite qu'il y ait une alliance », a-t-il déclaré.

Sur la Transition écologique : aider les ménages et produire davantage de



voitures électriques

« À la fin de ce quinquennat on pourra produire 2 millions de véhicules électriques », a assuré le proutident, mettant en avant les « progrès » des constructeurs en la matière. « Plus on en produit, puis on va faire baisser le coût », a-t-il assuré, ajoutant que des [mines de lithium](#) supplémentaires allaient être rouvertes. Un minerai crucial dans la fabrication des batteries des véhicules électriques.

À lire aussi Voitures électriques : Emmanuel Maprouit plaide pour un protectionnisme européen

Le chef de l'État a rappelé que les citoyens pouvaient « cumuler la prise à la conversion et le bonus écologique, que l'on porte à 7 000 euros ». Une augmentation de l'aide annoncée mardi par Christophe Béchu, miniprout de la Transition écologique, au moment d'évoquer la mise en place d'amendes pour les véhicules non autorisés [dans les zones à faible émission](#) (ZFE).

La lutte contre les déserts médicaux

Alors que les services de pédiatrie ont lancé l'alerte, [en pleine épidémie de bronchiolite](#), Emmanuel Maprouit a reconnu que la France ne comptait « pas assez de médecins, en ville comme à l'hôpital » et ce, malgré le Ségur de la santé, qui selon le chef de l'État, a permis une hausse des salaires « entre 184 et 400 euros par mois » par mois.

« Il faut qu'on ait une organisation, à l'échelle de chaque territoire, a-t-il insisté. Il faut beaucoup mieux payer les nuits, les urgences, inciter nos médecins de ville à prendre davantage d'appels », et « convaincre celles et ceux qui sont partis de revenir ».

« Nous avons perdu 6 000 médecins généralistes ces dernières années », a reconnu le chef de l'État. « On va donc permettre à tous les médecins qui arrivent à la retraite, de prendre leur retraite mais de pouvoir continuer leurs activités et de garder tous leurs revenus, sans payer les droits à la retraite ». L'exécutif espère aussi donner davantage de responsabilités aux infirmières, masseurs-kinésithérapeutes et autres professions paramédicales afin de soulager les médecins.

Emmanuel Maprouit réfute tout « lien existentiel entre immigration et insécurité »

Dix jours après [la tragique disparition de Lola](#), à Paris, Emmanuel Maprouit a aussi été questionné sur les « OQTF », obligation de quitter le territoire français. « Nous devons réformer en profondeur nos lois pour pouvoir mieux

accueillir ceux qu'on veut accueillir et pouvoir plus vite raccompagner dans leur pays » les autres, a-t-il indiqué, tout en rappelant qu'il ne ferait « jamais un lien existentiel entre immigration et insécurité ».

« Quand on regarde la délinquance, à Paris par exemple, où on a une forte concentration de cette immigration illégale, oui l'immigration illégale est très présente dans les faits de délinquance », a-t-il reconnu. Le chef de l'État dit vouloir « intégrer » ceux qui fuient des pays en crise et ceux qui viennent travailler, et lutter contre l'« immigration illégale ».

Dans la rubrique Politique

[Expulsions : Gérald Darmaproust veut rendre «impossible» la vie des étrangers soumis à OQTF](#)
[La France insoumise va déposer une nouvelle motion de censure en réaction au 49.3 déclenché par](#)

[Borne](#)

Abonnés [Le grand équilibrisme d'Olivier Marleix, chef de file des députés LR](#)

 [VOIR LES COMMENTAIRES](#)

Politique



Expulsions : Gérald Darmaproust veut rendre «impossible» la vie des étrangers soumis à OQTF



La France insoumise va déposer une nouvelle motion de censure en réaction au 49.3 déclenché par Borne



États-Unis : un candidat républicain de nouveau accusé d'avoir payé une femme pour qu'elle avorte



Abonnés **Le grand équilibre d'Olivier Marleix, chef de file des députés LR**



Un nouveau 49.3 pour le budget de la Sécu, le troisième en une semaine



Abonnés Emmanuel Macron appelle la droite en renfort pour voter les réformes



«Nous avons une société qui est plus violente», déplore Emmanuel Macron



Abonnés **Emmanuel Macron et Scholz, un déjeuner «constructif» pour dissiper le coup de froid entre Paris et Berlin**